

ARTICLE UNIQUE : Est autorisée la ratification du Protocole Additionnel portant amendement du Protocole du 29 mai 1982 portant création d'une Carte Brune CEDEAO relative à l'assurance responsabilité civile automobile aux tiers, adopté par la 25^{ème} session de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO, tenue à Dakar (Sénégal) les 20 et 21 décembre 2001.

Bamako, le 17 décembre 2002

**Le Président de la République,
Amadou Toumani TOURE**

**LOI N°02-064/ DU 18 DECEMBRE 2002 PORTANT
CREATION DU CENTRE D'APPUI AUX
MUTUELLES, ASSOCIATIONS ET SOCIETES
COOPERATIVES.**

**L'Assemblée Nationale a délibéré et adopté en sa séance
du 28 novembre 2002 ;**

**Le Président de la République promulgue la loi dont la
teneur suit :**

ARTICLE 1^{ER} : Il est créé un service rattaché dénommé
Centre d'Appui aux Mutuelles, Associations et Sociétés
Coopératives, en abrégé CAMASC.

ARTICLE 2 : Le Centre d'Appui aux Mutuelles,
Associations et Sociétés Coopératives a pour mission de
contribuer à la promotion des mutuelles, associations et
sociétés coopératives.

A cet effet, il est chargé de :

- assurer la formation des responsables des mutuelles,
associations et sociétés coopératives dans les domaines de
l'organisation et de la gestion de ces structures ;
- élaborer des manuels et autres documents utiles à la
promotion des mutuelles, associations et sociétés
coopératives ;
- contribuer à renforcer les capacités humaines et
matérielles de ces organisations en mettant à leur
disposition des outils d'information et de documentation.

ARTICLE 3 : Le Centre d'Appui aux Mutuelles,
Associations et Sociétés Coopératives est dirigé par un
directeur nommé par arrêté du ministre chargé du
Développement Social.

ARTICLE 4 : Un décret pris en Conseil des Ministres
fixe l'organisation et les modalités de fonctionnement du
Centre d'Appui aux Mutuelles, Associations et Sociétés
Coopératives.

Bamako, le 18 décembre 2002

**Le Président de la République,
Amadou Toumani TOURE**

**LOI N° 02-065/DU 18 DECEMBRE 2002 PORTANT
CREATION DU CENTRE NATIONAL
D'APPAREILLAGE ORTHOPEDIQUE DU MALI.**

**L'Assemblée Nationale a délibéré et adopté en sa séance
du 28 novembre 2002 ;**

**Le Président de la République promulgue la loi dont la
teneur suit :**

**CHAPITRE I : DE LA CREATION ET DES
MISSIONS**

ARTICLE 1^{ER} : Il est créé un Etablissement Public national
à caractère Scientifique et Technologique, doté de la
personnalité morale et de l'autonomie financière, dénommé
Centre National d'Appareillage Orthopédique du Mali, en
abrégé CNAOM.

ARTICLE 2 : Le Centre National d'Appareillage
Orthopédique du Mali a pour mission de fournir les
prestations spécialisées en matière d'orthopédie et de
rééducation ainsi que toutes les opérations concourant à la
réalisation de cette mission.

A cet effet, il est chargé de :

- la promotion de la recherche, des études et de la
documentation dans le domaine de l'orthopédie et de la
rééducation ;
- la participation à la formation et à l'information
scientifique technique et sociale en matière d'orthopédie,
de rééducation et de Handicap ;
- la promotion des prestations spécialisées en matière
d'orthopédie, et de rééducation ;
- la conception et la production d'appareils et d'aides
techniques pour personnes handicapées ;
- la coordination, l'approvisionnement et le suivi des centres
régionaux d'appareillage et de rééducation.